

LE FORUM DE DAVOS

LES PATRONS MILLIARDAIRES FORMENT-ILS UNE GOUVERNANCE PLANÉTAIRE ?

PAR

PHILIPPE MOREAU DEFARGES (*)

Le Forum de Davos (*World Economic Forum* ou WEF) suscite fascination, haine et fantasmes.

Chaque année depuis 1971, se réunit à Davos, durant la dernière semaine de janvier, sous la haute direction du Suisse Klaus Schwab, la crème de l'*establishment* mondial. Davos (Suisse) est l'une des stations de sports d'hiver les plus huppées de la planète; le décor – montagnes couvertes de neige, hôtels de très grande classe, forces de police considérables pour protéger ce rassemblement unique des plus riches et des plus puissants – évoque les films de James Bond. Pendant quelques jours, un millier d'hommes d'affaires, de responsables politiques, d'universitaires, de journalistes... – tous de très haut niveau et ne l'oubliant jamais – convergent sur Davos et s'y installent – en 2002, le Forum, sous le coup des attentats du 11 septembre 2001, se réunit à New York, certes pour marquer sa solidarité avec la ville frappée, mais aussi par souci de sécurité. Se trouvent alors concentrés, en un lieu réduit et clos, les « maîtres de la planète ». Pour ceux qui prétendent influencer sur les affaires du monde, la réunion de Davos représente un rituel incontournable. Tous ceux conscients d'appartenir à la super-élite produite par la globalisation se retrouvent entre eux pour débattre des problèmes du monde : comment l'économie mondiale se porte-t-elle ? que faut-il craindre ? quelles incertitudes ? quelles idées nouvelles saisir ?

Le WEF fournit l'une des plus frappantes illustrations de la mondialisation, de son organisation, de son fonctionnement, de ses jeux de prestige et de pouvoir. Le WEF est-il tout puissant ou ne constitue-t-il qu'une énième foire aux vanités ? Ici surgit la fameuse « théorie du complot », une des explications favorites – et évidemment fausses – des phénomènes historiques. Selon cette théorie, l'histoire est conduite par des groupes restreints et confidentiels – ainsi, la Révolution française serait le fait d'un complot franc-maçon, thèse qui sous-tend plus ou moins la série d'Alexandre Dumas sur

(*) Ministre plénipotentiaire, chercheur et co-directeur de la revue *Ramses* à l'Institut français des relations internationales (IFRI, France), chargé de cours à l'Institut d'études politiques de Paris (Sciences-Po, France) et à l'Université Panthéon-Assas (Paris II, France).

cet épisode historique, *Joseph Balsamo, etc.* D'après ce schéma, le WEF permettrait à la poignée des «super riches» de manipuler les affaires planétaires : derrière les cocktails et dîners, se tiendraient des réunions secrètes tirant les ficelles des pouvoirs apparents. Qu'en est-il ?

LE TOURNANT DES ANNÉES 1970

Le Forum de Davos est un enfant des années 1970, de ses mutations. Le Forum se réunit pour la première fois en 1971 : c'est alors le *European Management Symposium*, lieu de rencontre entre chefs d'entreprise et économistes. Ce style de rencontres informelles entre responsables d'origines différentes s'inscrit dans l'air du temps (Commission trilatérale en 1973, Aspen Institute en 1983...) : mettre ensemble des *leaders* actuels ou futurs afin de sécréter entre eux une culture commune et même des projets communs. Les années 1970 appellent l'émergence de gouvernances, associant public et privé, procédant par des dispositifs souples. L'ordre traditionnel, vertical, hiérarchique, réglementaire est bousculé par la poussée de dispositifs horizontaux, démocratiques, informels. Six éléments agissent dans cette direction.

La multiplication et la complexification des échanges

La reconstruction de l'Europe est achevée depuis longtemps, la société de consommation est installée; le système occidental d'échanges s'élargit considérablement : il ne s'agit plus seulement de commercer, mais aussi d'investir, de placer des capitaux. L'augmentation massive des flux internationaux, portée tant par l'enrichissement des sociétés occidentales que par la libération méthodique des échanges (cycles du GATT), efface les barrières étatiques; les contrôles des changes sautent les uns après les autres. Cette mutation, qui va s'appeler globalisation ou mondialisation, est soutenue et amplifiée par l'épanouissement progressif d'un nouvel âge technologique, celui de l'électronique, l'informatique, les télécommunications. Toutes ces transformations appellent des modes de pouvoir fondés sur l'information : celui qui est informé, qui se trouve aux carrefours pertinents des réseaux, dispose du vrai pouvoir. D'où des besoins renforcés de se tenir au courant par toutes les voies possibles. L'essence du pouvoir ne réside plus dans la capacité à imposer, à donner des ordres mais dans la séduction, l'influence, la manipulation.

De plus, ces années 1970 cassent les certitudes : la croissance, de régulière, se fait chaotique; le plein-emploi ne va plus de soi; le chômage s'accompagne d'inflation (apparition du célèbre concept de stagflation); enfin, le développement économique, loin de promettre plus d'égalité, produit de nouvelles inégalités entre ceux qui s'adaptent et ceux qui ne s'adaptent

tent pas. D'où un immense désarroi et l'idée que l'une des voies pour le surmonter est le dialogue : parlons, discutons, il en sortira bien quelque chose!

Les chocs pétroliers

Ces chocs constituent l'un des grands signes annonciateurs des bouleversements du système économique mondial. Ce système échappe inexorablement aux puissances occidentales et s'ouvre à d'autres parties prenantes très diverses : Etats exportateurs d'hydrocarbures, Nouveaux pays industriels... Les clivages établis – par exemple, entre l'économique et le politique – se brouillent. Il faut tenter de déchiffrer ces données nouvelles.

Ces chocs, encouragés par le changement des règles monétaires, confirment le désarroi des gouvernements occidentaux. La hausse des prix s'emballa, les années 1970 sont dominées par l'hyper-inflation. L'augmentation spectaculaire des masses financières en circulation sur toute la planète (ou presque) révèle le pouvoir relatif des gouvernements : ils pouvaient imposer, donner des ordres dans un univers constitué de monades – les Etats souverains – ; ils ne le peuvent plus dans un univers où les flux pénètrent, inondent ces entités autrefois closes, désormais ouvertes et poreuses, et parfois s'en retirent brutalement.

L'abandon des parités fixes pour les taux de change flottants

Le passage d'un régime international, où la valeur des monnaies est décidée par les gouvernements, à un régime où cette valeur est fixée par les marchés (Accords de Kingston, 1976), apporte une autre illustration de la mutation en cours. Les monnaies, instruments et symboles de la souveraineté étatique, deviennent des biens comme les autres : désacralisées, elles se vendent et s'achètent comme de vulgaires denrées, leur prix est établi par les marchés. Les parités ne se décrètent plus, elles se négocient constamment.

Ce changement de situation de monnaies confirme que les Etats, loin de contenir et de contrôler tout ce qui est international, sont en fait pris dans des phénomènes beaucoup plus vastes – les flux et les réseaux mondiaux – qui les pénètrent et les enveloppent. Cette douloureuse prise de conscience par les Etats de leur puissance – ou de leur impuissance – relative appelle, elle aussi, de nouveaux dispositifs de gouvernance : les Etats, surveillés par les marchés et par de multiples instances d'évaluation et de contrôle, doivent apprendre à vivre avec toutes sortes d'acteurs qui à la fois leur sont soumis et les dépassent.

La mise en place du G6-G7-G8

En novembre 1975, se tient, à Rambouillet, le premier sommet des principales démocraties industrielles – dans cette première réunion, Etats-Unis,

Japon, République fédérale d'Allemagne, Royaume-Uni, France et Italie). Il s'agit de mettre sur pied une forme de gouvernance : ces contacts réguliers tant entre responsables gouvernementaux suprêmes qu'entre conseillers (les *sherpas*), hauts fonctionnaires... produiront une culture commune et permettront un pilotage concerté des équilibres économiques internationaux. «*Feignons d'organiser ces mystères puisqu'ils nous dépassent*» (Jean Cocteau).

Ce mécanisme de gouvernance du G7-G8 n'a sens et efficacité que s'il est en interaction permanente avec d'autres mécanismes de gouvernance (par exemple, le WEF). Le WEF est dans l'esprit du temps : abandon de l'approche réglementaire, bureaucratique des problèmes ; dissolution des cloisonnements entre public et privé ; quête de consensus par des dialogues multiformes et permanents...

Déréglementation et privatisations

Dans la seconde moitié de la décennie 1970, alors que les économies occidentales s'enlisent dans la stagflation, une autre vague de fond, celle de la déréglementation et des privatisations, prend forme. Ce qui initie cette vague, c'est l'épanouissement progressif d'un nouvel âge technico-économique, celui de l'électronique, de l'informatique et des télécommunications. Les vieux monopoles (notamment téléphone, transports aériens, premiers secteurs visés par la déréglementation, avec la finance) craquent sous la pression tant des nouvelles techniques que de l'accroissement massif des demandes ; l'offre doit suivre, se développer, se diversifier, réduire massivement ses coûts. Ces révolutions font, elles aussi, craquer les frontières entre public et privé. Que signifient le monopole du téléphone et celui des transports aériens, face à des demandes massives et une internationalisation inévitable ?

Le WEF est l'un des signes de la transformation des intérêts publics ou généraux : ces derniers n'appartiennent plus et ne peuvent plus appartenir aux Etats. Les Etats sont prisonniers de leur territoire, de tous les intérêts acquis qui s'y sont enracinés. Les intérêts généraux supranationaux – organisation et fonctionnement de l'économie mondiale, mise au point et adaptation des innombrables règles et codes que réclament les échanges de toutes sortes... – se multiplient entre les Etats et au-dessus d'eux. Le WEF, avec bien d'autres novations sociales du dernier tiers du XX^e siècle (multiplication des organisations non gouvernementales ou ONG, sommets informels traitant des enjeux mondiaux : environnement, urbanisation, condition féminine...), contribue à la construction de scènes publiques planétaires.

Les débats autour de la croissance

Durant cette décennie 1970, les Trente Glorieuses s'achèvent. La croissance économique non seulement ne va plus de soi, mais en outre suscite beaucoup d'interrogations : pourquoi la croissance ? quels effets pervers ? est-il possible de combiner croissance et prise en compte des équilibres écologiques de la planète ? Comme déjà dans l'histoire, l'enrichissement des hommes ou au moins d'une partie d'entre eux suscite doutes et embarras. Pourquoi et comment cet enrichissement s'accompagne-t-il d'inégalités accrues ? De quelle manière procéder pour que cette richesse améliore vraiment le sort des hommes ?

Comme le raconte le livre de Simon Schama sur les Pays-Bas à leur apogée au XVII^e siècle, *L'Embarras de richesses* (1), les riches peuvent être anxieux et même parfois se sentir coupables de leur réussite. D'où le besoin de rencontres, d'échanges, afin de se rassurer ou, de façon plus constructive, poser les questions de l'avenir. Telle est aussi l'une des fonctions de Davos.

En 1987, le *European Management Symposium* se constitue en *World Economic Forum*, s'affirmant comme l'un des lieux moteurs de la mondialisation.

LE WEF, LIEU DE RECONNAISSANCE ET DE LÉGITIMATION

Un club

Le WEF est d'abord un club de très haut niveau, un espace fermé dans lequel on n'entre qu'à la condition d'être accepté par ceux qui sont déjà dans la place. Le WEF recrée à l'échelon international ou mondial l'équivalent des clubs ou des cercles dans lesquels les plus privilégiés aiment à se retrouver, heureux, apaisés d'être entre eux, à l'abri des turbulences de la planète. Être à Davos, c'est faire partie de la crème de la crème !

Le succès du Forum de Davos tient certainement à quelque chose de particulier, qu'il n'est pas facile d'expliquer. La splendeur de l'endroit ? Le confort des hôtels ? Le moment – le cœur de l'hiver ? Une organisation digne de l'horlogerie suisse ? L'animateur, Klaus Schwab, apôtre infatigable de la mondialisation ? La richesse du WEF, dont les finances sont fort bien gérées, avec de très solides réserves ? Tous ces éléments ont leur importance. Un phénomène de ce type s'explique aussi par la position des milieux d'affaires en ce moment d'intense mondialisation : sans doute jamais les hommes d'affaires n'ont-ils été aussi riches et puissants. La planète s'offre comme un champ unique de concurrence et de développement. Il existe désormais une économie mondiale, les parties les plus éloignées de la terre se trouvant liées par des moyens d'une exceptionnelle efficacité et d'un coût

(1) Simon SCHAMA, *L'Embarras de richesses*, Gallimard, Paris, 1991.

de plus en plus réduit : conteneurs, avions, ordinateurs, téléphones portables, tout contribue à rendre le monde sans cesse plus «circulant» et plus petit.

Une enceinte (en principe) de responsabilisation

Les élus de Davos se croient et se veulent les meilleurs. Le WEF a quelque chose de la République de Platon à l'époque de la mondialisation, mais les philosophes sont remplacés par les entrepreneurs les plus en vue, phares ou avant-garde de la mondialisation. Les ordres du jour, les thèmes de discussion montrent que ces élus méritent leur place et mènent les travaux nécessaires pour la conserver. En 1979, alors que la Chine post-maoïste est encore balbutiante, Davos noue un partenariat avec les commissions chinoises chargées du développement économique du pays. A l'aube de la décennie 1990, Davos débat de la transition en Afrique du Sud. En 1998, Davos promeut des relations permanentes entre l'Organisation des Nations Unies (ONU) et les milieux d'affaires; l'année suivante, en 1999, le *Global Compact*, visant à donner «face humaine au marché mondial», voit le jour et, en 2006, est lancée l'Initiative globale de la citoyenneté entrepreneuriale (*Global Corporate Citizenship Initiative*), afin de renforcer les relations entre dirigeants d'entreprises et leurs autres parties prenantes (salariés, actionnaires...). En 2000, Davos fait un ensemble de recommandations sur «la fracture numérique Nord-Sud». En 2000-2001, ce sont l'Alliance globale pour la vaccination et l'immunisation (*Global Alliance for Vaccines and Immunization*) et l'Initiative globale de santé (*Global Health Initiative*). En 2005, le WEF se donne pour priorités l'Afrique, sa pauvreté et son endettement.

Davos se définit par trois mots-clefs : partenariat, sécurité, prospérité (2). «*Les temps sont révolus où les gouvernements pensaient résoudre à eux seuls les problèmes du monde, tandis que le business se concentrait sur son compte d'exploitation et que la société civile se contentait de critiquer sans rien offrir de concret. Aujourd'hui, la recherche de solutions viables passe par la gouvernance en réseau, autrement dit, par la création de partenariats entre le business (des institutions qui créent de la valeur), le politique (les gouvernements, les Parlements) et la société civile au sens large : les ONG, les leaders syndicaux, religieux et d'opinion*». Tout est dit : la fin du politique ou plus précisément l'absorption des différents niveaux ou des différentes dimensions de l'homme (le politique, l'économique, le social, le culturel, l'écologique...) dans la globalité gestionnaire. Par un dialogue organisé (partenariat), s'édifiera un consensus rationnel et raisonnable, garantissant sécurité et prospérité.

Le WEF est l'un des principaux vecteurs de diffusion de la «responsabilité sociale des entreprises» (*Corporate Social Responsibility* ou

(2) Philippe BOURGUIGNON/Thierry MALLERET, «Les trois mots-clés de Davos», *Le Monde*, 22 janv. 2004.

CSR), parfois appelée «Capitalisme compatissant» (*Compassionate Capitalism*) (3). Selon la CSR, les grandes entreprises partagent désormais nombre des préoccupations des écologistes ou des altermondialistes : beaucoup de multinationales multiplient audits sociaux et écologiques ; les géants du textile (*Gap, Nike, Reebok...*) organisent la transparence de leurs liens avec leurs fournisseurs pour prouver leur respect de principes sociaux planétaires (en ce qui concerne notamment le travail des enfants) ; la compagnie pétrolière britannique BP – *British Petroleum* – devient *Beyond Petroleum* et se veut une entreprise verte. L'enjeu de la CSR suscite de vifs débats dans les milieux d'affaires, beaucoup restant convaincus qu'ils ne doivent pas sacrifier, au nom d'idéaux fumeux, leur priorité : gagner, faire de l'argent. Le WEF, dont les sommets annuels à Davos attirent de plus en plus les contestataires de la globalisation et requièrent d'imposantes forces de police, ne saurait complètement ignorer les dégâts sociaux et environnementaux de la mondialisation.

L'inévitable institutionnalisation

L'ambition, les ressources financières, le besoin absolu de rester dans l'actualité du WEF appellent son institutionnalisation. Au-delà des grandes messes annuelles et dans leur intervalle, se multiplient réunions sectorielles et régionales. Les rencontres sont préparées par une lourde documentation, impliquant des hordes de consultants. Des projets concrets sont mis sur pied : par exemple, en 2002, réseau d'assistance pour les catastrophes (*Disaster Resource Network*). Des initiatives régionales sont lancées ou accompagnées : en 2003, réunion à Amman et plan d'une zone de libre-échange pour le Moyen-Orient ; en 2005, recommandations d'aide à l'Afrique.

LE WEF GOUVERNE-T-IL LE MONDE ?

Le WEF marque-t-il la prise mondiale du pouvoir par les hommes d'affaires, la subordination des Etats au grand capital, selon une formule bien connue ? Le grand marxiste italien Antonio Gramsci (1891-1937) aurait analysé le WEF comme «*un bloc hégémonique*», structure consciente modelant l'action collective pour maintenir ou transformer un élément central de l'ordre social (4). *Le Monde diplomatique*, porte-parole de l'anti ou de l'altermondialisme, décrit le WEF comme «*le lieu de rencontre des maîtres du monde, le centre de l'ultralibéralisme, de la globalisation du capital et de la pensée unique*» (5). Aux Etats-Unis mêmes, des auteurs de tous bords expri-

(3) Le «Capitalisme compatissant» reformule le slogan de George W. Bush, actuel Président des Etats-Unis, qui, lui, se veut porteur d'un «Conservatisme compatissant» (*Compassionate Conservatism*).

(4) Tonio NEGRI, fils intellectuel de Gramsci, ancien des Brigades rouges, reprend cette thématique, notamment dans *Empire*, co-écrit avec Michael HARDT (Exils, Paris, 2000).

(5) Ignacio RAMONET, *Le Monde diplomatique*, mars 1996, p. 1.

ment la même opinion. Samuel Huntington, le célèbre politologue conservateur, insatiable fabriquant de formules («*The Clash of Civilizations*»), dénonce «*l'homme de Davos*» (*Davos Man*), apatride isolé du reste de l'espèce humaine, dont il ne comprend plus les préoccupations. Jeff Faux, fondateur et ancien président de l'*Economic Policy Institute* (Washington, États-Unis), évoque une «*guerre des classes globale*» («*The Global Class War*»); l'ennemi des masses est le «Parti de Davos», élite internationalisée de chefs d'entreprise, de responsables politiques et de journalistes, ayant oublié les réalités nationales et ne se sentant concernée que par les enjeux globaux. Le magicien des fonds d'arbitrage (*Hedge funds*), George Soros, lui, voit dans les hommes de Davos «*des hommes d'Etat sans Etat*» (6), des individus ayant une véritable conscience des intérêts généraux de la terre et seuls capables de concevoir des solutions globales, libérées de l'étroitesse d'esprit, du chauvinisme des politiciens nationaux. Alors, les patrons, les financiers sont-ils les maîtres du «vrai» pouvoir?

Deux arguments appuient cette thèse :

- La présentation devant le WEF tend à être un quasi-impératif pour les gouvernants des pays émergents et pauvres qui veulent attirer chez eux les investisseurs occidentaux (grandes entreprises, banques, fonds de pension...): tout gouvernant, voulant rassurer investisseurs et banquiers, prouver le sérieux de sa gestion, a un vif intérêt à se rendre à Davos, dans la dernière semaine de janvier. Devant un cénacle restreint, adouci par tout le luxe de la station, ce gouvernant doit expliquer sa politique, séduire, inspirer confiance; il passe un examen devant les riches de ce monde. En ce début de XXI^e siècle, tous les États étant surveillés, évalués, notés, comment refuser de se soumettre à une procédure qui peut fournir à l'État concerné – et à ses dirigeants – des ressources financières? Cet examen ne vaut que pour ceux qui doivent et veulent s'y soumettre, principalement dirigeants de pays émergents qui, confrontés à des changements sociaux considérables, recherchent la reconnaissance et l'appui des grands manipulateurs de capitaux.
- Le WEF est le lieu de «coups» politiques et médiatiques : en 1988, Déclaration de Davos entre la Grèce et la Turquie, proches, semble-t-il, de se faire la guerre; en 1989, réunion ministérielle entre Corée du Nord et Corée du Sud, mais aussi rencontre entre le chancelier ouest-allemand, Helmut Kohl, et le Premier ministre est-allemand, Hans Modrow; en 1992, première apparition commune du président sud-africain, Frederik W. De Klerk, de Nelson Mandela et du chef zoulou Mangosuthu Buthelezi; en 1994, projet d'accord sur Gaza entre Yasser Arafat et Shimon Peres, alors ministre israélien des Affaires étrangères. Que conclure de ces moments exceptionnels? Davos incarne et symbolise le capitalisme

(6) George Soros, «The age of fallibility: the consequences of the war on terror», *Public Affairs*, 2006.

occidental dans sa forme la plus élevée. Être présent à Davos, c'est être «adoubé» par les créateurs de richesse. En 1999, Kofi Annan, secrétaire général des Nations Unies, en est très conscient lorsqu'il lance à Davos le *Global Compact*, visant à donner à la globalisation un visage humain, en conduisant les milieux d'affaires à s'impliquer dans ses dimensions sociales et écologiques.

Cela étant, les milieux d'affaires, ces «*hommes d'Etat sans Etat*», sont-ils les maîtres du monde ?

Les milieux d'affaires ne constituent en rien un bloc. Les hommes de Davos sont liés par des intérêts communs : préserver leur position privilégiée, dominer les réseaux internationaux... Ils ont une culture commune, nourrie par des contacts multiformes et incessants. Cependant, ces personnages ont leurs ambitions et leurs stratégies : les uns veulent apparaître comme des hommes d'ordre, d'autres privilégient une image d'ouverture et de progrès. Tous ces ego sont en concurrence. Le WEF n'est pas le Conseil des Dix de Venise, cette instance aristocratique qui gouvernait dans le secret la République de Saint-Marc. Davos n'est pas un mécanisme décisionnel structuré ; il ne dispose pas d'un appareil politico-bureaucratique préparant puis exécutant ses décisions.

La mondialisation s'accompagne d'une complexification toujours en mouvement des mécanismes de pouvoir. Le WEF est un produit de la mondialisation. Le bon fonctionnement de cette dernière réclame des circuits économiques fluides et sûrs, des marchés organisés, des communications faciles entre les parties prenantes. Le WEF est l'un des nombreux rouages du système économique planétaire, permettant aux milieux d'affaires de mieux se comprendre et de débattre des enjeux d'avenir. Que ces milieux, au cours de rencontres mi-professionnelles, mi-mondaines, soient posés comme capables de mettre au point une politique mondiale, n'est-ce pas leur attribuer une intelligence et une volonté qu'ils n'ont peut-être pas ? Davos n'est pas le pouvoir, ce n'est que l'une des manifestations du développement chaotique de mécanismes planétaires de gouvernance, requis par l'explosion des interdépendances et par la prise de conscience de problèmes globaux.

Les milieux d'affaires sont-ils vraiment à égalité avec les Etats ? Selon une représentation répandue et caricaturale, la mondialisation abolirait l'Etat, celui-ci n'étant plus qu'une marionnette manipulée par les multinationales toutes puissantes. Les multinationales ont des caractéristiques, qui sont tout autant des atouts que des facteurs de vulnérabilité : elles ne sont pas indissociables d'un territoire, elles peuvent se déplacer ; de même, elles n'ont pas avec leurs employés les rapports qu'ont les Etats avec leurs ressortissants, elles peuvent embaucher et licencier. Les Etats sont inséparables de leur territoire ; leurs ressortissants ne sont pas des salariés, mais des citoyens dotés du droit de vote – au moins dans les démocraties ; les Etats ont un devoir de protection de leurs citoyens.

Les plus grandes entreprises ne vivent pas sur un seul marché mais sur plusieurs. Leur implantation demeure tout de même soumise aux lois des Etats. Ces Etats peuvent être mis en concurrence par les multinationales, celles-ci faisant savoir qu'elles investiront chez celui qui leur réservera le meilleur accueil (faible fiscalité, législation sociale souple, infrastructures adaptées). Cependant, le politique continue d'être le domaine des Etats. Les milieux d'affaires ne peuvent oublier que leur richesse ne dépend pas d'eux seuls, que la prospérité exige un climat de confiance, des règles du jeu dont les Etats sont largement responsables. La plupart des entreprises « se posent » quelque part, elles n'échappent pas aux contraintes étatiques, même si elles savent en jouer. Ces entreprises vivent dans un milieu, celui des Etats qui demeurent en charge de dimensions capitales de la vie sociale : ordre public, gestion économique globale, solidarité sociale... Un supermarché peut-il prospérer dans une « zone », dans un océan de misère et de désordre ?

Ainsi, qu'en est-il de Davos et de ce qui est souvent appelé « la pensée unique » ? La pensée dite unique, notion inventée par (et donc pour) ses détracteurs, serait constituée par un ensemble de principes et de règles habilement imposées par le capitalisme mondial afin d'encadrer tous les pays et notamment ceux en développement. L'une des composantes les plus célèbres de cette pensée unique est le Consensus de Washington (1989). Ce Consensus est une liste de dix prescriptions, soutenues par les grandes organisations internationales et que doit appliquer toute économie en difficulté : rigueur budgétaire, large assiette fiscale, libéralisation des marchés financiers... Il est très vite caricaturé, dénoncé comme l'expression de la « dictature des marchés ». S'il peut être considéré comme le produit du WEF, il émane d'un ensemble beaucoup plus large, celui des responsables de la stabilité économique internationale. Ces responsables sont nécessairement attentifs à tous les facteurs de déséquilibre : dépenses publiques excessives ou mal orientées ; fiscalité décourageant l'initiative ; obstacles aux échanges, sources de distorsion... Faut-il condamner cette prudence ? S'agit-il vraiment d'une dictature des riches ou du souci, peut-être légitime, de prévenir, dans la mesure du possible, les dérapages de l'économie mondiale ? Comment, dans une économie mondialisée où tout accident peut virer à la catastrophe, ne pas chercher à encadrer, à surveiller toutes les parties prenantes ?

UNE INÉVITABLE FATIGUE

En janvier 2001, se tient à Porto Alegre (Brésil) le Premier Forum social mondial (FSM), qui se définit comme l'anti-Davos : il se tient au même moment – dernière semaine de janvier – que le WEF et débat des mêmes questions. D'un côté, les super-élites capitalistes, de l'autre, les prolétariats ou les damnés de la mondialisation.

Le WEF et le FSM constituent deux signes de l'émergence de débats publics mondiaux. Ces débats ne sauraient être monopolisés par une instance, quelle qu'elle soit. Le WEF et le FSM ne sont que des enceintes parmi d'autres. Les débats publics mondiaux sont et resteront longtemps en construction. Leurs expressions sont d'ores et déjà très nombreuses, des organisations non gouvernementales (ONG) de toutes catégories aux sommets de tous types (environnement, femmes, urbanisation...) et aux manifestations *ad hoc* (contre les négociations commerciales multilatérales, contre la guerre en Iraq...).

Le WEF et le FSM sont loin d'être des structures stabilisées : ils peuvent survivre tels quels, se transformer ou même disparaître. Ces deux constructions demeurent des bricolages – le WEF restant, en outre, l'œuvre d'un homme, Klaus Schwab, qui identifie sa vie à Davos. Des concurrents vont apparaître. Afin d'être reconnus comme des interlocuteurs normaux des organisations intergouvernementales, le WEF et le FSM peuvent chercher à devenir d'authentiques institutions avec plus de permanence (par exemple, mise en place de présidents élus). La vie publique internationale reste dominée par les Etats. Au-delà des Etats, cette vie publique en est à ses débuts : c'est encore le temps des épanouissements multiples, désordonnés et précaires. Les mécanismes de participation sont appelés à se structurer de manière plus contraignante : ONG devant remplir des conditions précises de représentativité, relations plus institutionnelles entre ONG et organisations intergouvernementales... Ces transformations inéluctables affecteront notamment le WEF.

Jusqu'à présent, le WEF est une réussite. Le dispositif peut paraître jeune : il a deux décennies – si la référence retenue est la création de la formulation WEF, en 1987 –, moins de quatre décennies – si la référence est le *European Management Symposium*. Cependant, dans l'univers de la mondialisation, tout se démode ou s'use très vite. Le WEF reste l'entreprise d'un homme, Klaus Schwab, et les hommes vieillissent. Le WEF s'est fermé et alourdi. Tout système de cooptation tend à se momifier, ses membres recrutant naturellement des candidats soit leur ressemblant, soit ne leur faisant pas d'ombre. Le WEF bute sur tous les défis d'un organisme mûr : quel équilibre entre présence nécessaire des médias et maintien d'une confidentialité, d'une intimité ? quel équilibre entre manifestations mondaines et réunions de travail ? comment faire embrayer le WEF sur les Etats ? L'âge d'or du WEF est sans doute derrière lui (7). Saura-t-il se réinventer ?

(7) Jean-Christophe GRAZ, «How powerful are transnational elite clubs? The social myth of the World Economic Forum», *New Political Economy*, vol. VIII, n° 3, nov. 2003, pp. 321-340.